ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre,

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer,

saisi par

verzocht door

le

op , hem

d'une demande d'avis

van advies te dienen over

a donné en sa séance du

heeft ter zitting van

l'avis suivant :

het volgend advies gegeven :

Le CONSEIL D'ETAT propose :

La loi du 18 août 1947 réglant le statut des prisonniers de guerre de 1940-1945 leur alloue une dotation de 2.400 francs par semestre de captivité. Pour le calcul de cette dotation, la durée de captivité est considérée comme prenant cours le jour de la capture, mais au plus tôt le Ier juin 1940. Ce point est expressément réglé par la loi, cependant le rappel du principe dans le projet peut se justifier par le souci de réunir dans un texte réglementaire l'ensemble des dispositions relatives à la computation des périodes donnant droit à la dotation.

Pour la fin de la captivité, la loi envisage quatre hypothèses :

a/ le rapatriement,
b/ l'évasion vers la Belgique,
c/ l'évasion vers un pays neutre non suivie d'internement et
d/ l'évasion vers un pays neutre suivie d'internement.

Ne pouvant provoir toutes les hypothèses, le législateur laissa à l'exécutif le soin de "régler les spéciaux et non prévus".

Ainsi, la loi ne prévoit pas le cas - cependant fréquent - où le prisonnier évadé est resté dans un pays occupé autre que la Belgique. Dira-t-on que la période de captivité est censée continuer jusqu'au retour en Belgique ? Ce serait excessif, car l'évadé peut s'être fixé en France ou aux Pays-Bas, y avoir fondé un foyer. Le projet assimile l'arrivée aux Pays-Bas ou en France au retour en Belgique, parce que la situation de fait était similaire dans ces trois pays occupés.

Quant à la Norvège, son assimilation à la Belgique s'explique, car le passage clandestin en Suède était possible. Or le rapport de la commission de la défense nationale de la Chambre porte : "Ceux qui se sont évadés vers la Suède ont pu rejoindre les forces belges en Grande-Bretagne". Il serait contraire au voeu du législateur d'allouer une dotation au prisonnier de guerre évadé pendant son séjour en Norvège, alors qu'il a négligé de rejoindre l'armée belge.

Le projet est plus généreux pour les évadés restés clandestinement en Allemagne ou arrivés dans des pays occupés autres que la France, les Pays-Bas et la Norvège. Leur séjour dans ces pays où ils étaient traqués est assimilé à la captivité et celle-ci n'est censée prendre fin qu'à leur rapatriement. Cette solution ne heurte pas le texte de la loi.

L'hospitalisation des prisonniers de guerre rapatriés après leur retour en Belgique n'est pas assimilée à la captivité. En effet, la commission de la défense nationale de la Chambre repoussa un amendement assimilant aux militaires prisonniers en Allemagne "ceux qui furent hospitalisés en Belgique à l'intervention de l'autorité occupante". Par contre, le projet tient compte pour le calcul de la dotation de l'hospitalisation en cours de rapatriement, si elle eut lieu avant le retour en Belgique.

La loi du 18 août 1947 a prévu la captivité en territoire ennemi et l'internement en pays neutre. Le projet prévoit en outre l'internement ou le réinternement en pays occupé. La capture d'un prisonnier de guerre évadé en pays occupé est assimilée à bon droit à la captivité en pays ennemi. Le projet restreint cependant cette assimilation si l'intéressé a été repris "soit en tant qu'ex-prisonnier de guerre évadé, soit par suite de son action dans la clandestinité". Les termes "action dans la clan-

destinité" est ambigu, car l'action dans la clandestinité n'est pas nécessairement patriotique ni même honorable. Pour bénéficier de la dotation après une nouvelle capture, le prisonnier évadé doit remplir la condition prévue à l'article Ier de la loi "avoir eu une conduite irréprochable en captivité et sous l'occupation".

Le projet prévoit le cumul éventuel de l'internement et de la captivité. Il n'est donc pas nécessaire de faire allusion dans chacune des hypothèses envisagées à un internement éventuel.

En respectant les intentions du gouvernement, telles qu'il a cru les comprendre à la suite des informations qui lui ont été données, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

Projet d'arrêté du Régent relatif à la détermination des périodes de captivité à prendre en considération pour le calcul de la dotation des ex-prisonniers de guerre évadés ou rapatriés ou libérés par les armées alliées.

Projet de texte arrêté par la première chambre de la section de législation en sa séance du 22 novembre 1948.

Article 1er.-

Pour le calcul de la dotation, la période de captivité du prisonnier de guerre évadé, qui prend cours le jour où le prisonnier a été capturé, mais au plus tôt le 1er juin 1940, est considérée comme prenant fin:

a) le jour où il est parvenu en Belgique s'il y est revenu directement;

b) le jour où il est parvenu soit en France, aux Pays-Bas ou en Norvège, soit en pays neutre, s'il s'est rendu dans l'un de ces pays sans passer par la Belgique;

c) le jour où il a été rapatrié, s'il est resté clandestinement en Allemagne, s'il s'est rendu dans un autre pays ennemi ou dans un pays occupé autre que la France, les Pays-Bas ou la Norvège et est revenu en Belgique dès que les circonstances le lui ont permis;

d) le jour où ceux qui se trouvaient dans la même situation que lui sont revenus en Belgique, si le prisonnier de guerre visé au littéra c) n'est pas revenu en Belgique dès que les circonstances le lui ont permis.

La captivité du prisonnier de guerre évadé, qui s'est rendu dans un pays neutre ultérieurement entré en guerre aux côtés de l'ennemi ou dans un pays ultérieurement occupé, à l'exception de la France, est

considéré comme reprenant cours le jour de l'entrée en guerre ou de l'occupation de ce pays et prend fin le jour où l'évadé a pu réclamer son rapatriement.

Article 2.-

Pour le calcul de la dotation, la période de captivité du prisonnier de guerre rapatrié, qui prend cours le jour où le prisonnier a été capturé, mais au plus tôt le 1er juin 1940, est considérée comme prenant fin:

a) le jour où il est parvenu en Belgique, s'il a été rapatrié directement soit durant l'occupation, soit par suite de sa libération par les armées alliées, même s'il a été hospitalisé à son retour en Belgique;
b) le jour où il est parvenu en Belgique, s'il n'a pas été rapatrié directement, mais a été hospitalisé avant son retour en Belgique;
c) le jour où son hospitalisation a pris fin, si le prisonnier de guerre visé au littéra b) n'est pas revenu en Belgique dès la fin de son hospitalisation;
d) le jour où il est parvenu en pays neutre ou allié, s'il y est resté, alors qu'il n'était pas hospitalisé;
e) le jour où les prisonniers des mêmes camps sont parvenus en Belgique, s'il n'est pas revenu en Belgique dès que les circonstances le lui ont permis et, de ce fait, a été rapatrié tardivement.

Article 3.-

Les prisonniers de guerre qui ont subi en territoire ennemi ou neutre, ainsi qu'en France, aux Pays-Bas ou en Norvège, durant l'occupation de ces pays, soit la captivité à plusieurs reprises, soit la captivité et l'internement, soit plusieurs internements,

cumulent ces diverses périodes à condition que leur conduite ait été irréprochable.

Pour le calcul de la dotation, l'internement est considéré comme prenant cours le jour de celui-ci, mais au plus tôt le 1er juin 1940, et comme prenant fin le jour à partir duquel le prisonnier de guerre bénéficie du statut du prisonnier politique, ou s'il ne bénéficie pas de ce statut, le jour où son internement a cessé.

Article 4.-

Pour l'application du présent arrêté:

Doit être considéré comme territoire ennemi, le territoire des pays qui, entre le 1er septembre 1939 et le 9 mai 1945, étaient en guerre avec la Belgique ou ses alliés et ce, à partir du moment de l'entrée en guerre de ces pays.

Doit également être considéré comme territoire ennemi, tout ou partie de pays qui aurait été annexé ou rattaché administrativement par l'ennemi et ce, à partir de la date d'annexion ou de rattachement.

Doit être considéré comme allié de la Belgique tout Etat qui, même indépendamment d'un traité d'alliance, a poursuivi la guerre contre un Etat avec lequel la Belgique elle-même était en guerre.

Article 5.-

Le Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

Par le Régent:

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre du Budget,

Version néerlandaise de l'Avis, établie conformément à l'article 44 de la loi du 23 décembre 1946.

Ontwerp van besluit van de Regent betreffende de vaststelling van de periodes van gevangenschap die in aanmerking komen voor de berekening van de dotatie der ontvluchte of gerepatrieerde of door de legers bevrijde gewezen krijgsgevangenen.

Ontwerp van tekst, opgemaakt door de Eerste Kamer van de Afdeling Wetgeving, ter zitting van 22 November 1948.

Karel, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 18 Augustus 1947 houdende regeling van het statuut der krijgsgevangenen van 1940-1945, en inzonderheid haar artikel 16 luidens hetwelk een Koninklijk besluit de toepassing van de artikelen 7 en volgende zal regelen;

Gelet op het eensluidend advies van de Minister van Begroting;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landsverdediging;

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

Artikel 1.

Voor de berekening van de dotatie wordt de periode van gevangenschap van de ontvluchte krijgsgevangene, ingaande op de dag waarop belanghebbende gevangen genomen werd, doch ten vroegste op 1 Juni 1940, beschouwd als eindigend:

a) op de dag waarop hij België heeft bereikt, indien hij er rechtstreeks is teruggekeerd;

b) op de dag waarop hij hetzij Frankrijk, Nederland of Noorwegen, hetzij een neutraal land heeft bereikt, indien hij zich naar een van deze landen heeft begeven zonder België aan te doen;

c) op de dag waarop hij gerepatrieerd werd, indien hij clandestien in Duitsland gebleven is; indien hij zich naar een ander vijandelijk land heeft begeven of naar een ander bezet land dan Frankrijk, Nederland of Noorwegen, en in België is teruggekeerd zodra de omstandigheden hem dit toelieten;

d) op de dag waarop degene die zich in de zelfde toestand als hij bevonden in België zijn teruggekeerd indien de onder littera c bedoelde krijgsgevangene niet in België is teruggekeerd zodra de omstandigheden hem dit toelieten.

De gevangenschap van de ontvluchte krijgsgevangene die zich begeven heeft naar een neutraal land dat later aan de zijde van de vijand in oorlog is getreden, of naar een later bezet land met uitzondering van Frankrijk, wordt beschouwd als opnieuw ingaande op de dag waarop dit land in oorlog is getreden of bezet werd, en als eindigend op de dag waarop de ontvluchte zijn repatriëring heeft kunnen vragen.

Artikel 2.

Voor de berekening van de dotatie wordt de periode van gevangenschap van de gerepatrieerde krijgsgevangenen, ingaande op de dag waarop de belanghebbende gevangen genomen werd, doch ten vroegste op 1 Juni 1940, beschouwd als eindigend:

a) op de dag waarop hij België heeft bereikt, indien hij rechtstreeks gerepatrieerd werd, hetzij tijdens de bezetting, hetzij tengevolge van zijn bevrijding door de geallieerde legers, zelfs als hij gehospitaliseerd werd bij zijn terugkeer in België;

b) op de dag waarop hij België heeft bereikt, indien hij niet rechtstreeks gerepatrieerd werd, maar gehospitaliseerd werd vóór zijn terugkeer in België;

c) op de dag waarop zijn hospitalisatie geëindigd is, indien de onder littera b bedoelde krijgsgevangene niet in België is teruggekeerd bij het einde van zijn hospitalisatie;

d) op de dag waarop hij een neutraal of geallieerd land heeft bereikt, indien hij er gebleven is zonder gehospitaliseerd te zijn;

e) op de dag waarop de gevangenen van de zelfde kampen België hebben bereikt, indien hij niet in België is teruggekeerd zodra de omstandigheden hem dit toelieten en indien hij, zodoende, met vertraging werd gerepatrieerd.

Artikel 3.

De krijgsgevangenen die op vijandelijk of neutraal grondgebied, evenals in Frankrijk, Nederland of Noorwegen tijdens de bezetting van deze landen, hetzij bij herhaling gevangen gehouden, hetzij gevangengehouden en geïnterneerd, hetzij bij herhaling geïnterneerd werden, cumuleren deze verschillende periodes, mits hun gedrag onberispelijk is geweest.

Voor de berekening van de dotatie wordt de internering beschouwd als ingaande op de dag waarop zij plaats greep, doch ten vroegste op 1 Juni 1940, en als eindigend op de dag waarop de krijgsgevangene de voordelen van het Statuut van de Politieke Gevangene begint te genieten of, zo hij die voordelen niet geniet, op de dag waarop zijn internering geëindigd is.

Artikel 4.

Voor de uitvoering van dit besluit:

Moet als vijandelijk grondgebied worden beschouwd, het grondgebied van de landen die tussen 1 September 1939 en 9 Mei 1945 in oorlog waren met België of zijn Verbondenen, en dit vanaf het ogenblik dat deze landen in oorlog zijn getreden.

Moet eveneens als vijandelijk grondgebied worden beschouwd, elk land of gedeelte ervan dat door de vijand geannexeerd of bestuurlijk aangehecht werd, en dit vanaf de datum van annexatie of aanhechting.

Moet als verbondene van België worden beschouwd, elke Staat die, zelfs onafhankelijk van een verdrag van bondgenootschap, de oorlog voortgezet heeft tegen een Staat waarmede België in oorlog was.

Artikel 5.

De Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT:
De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Begroting,

Etaient présents :

Messieurs : [redacted], Président

Waren aanwezig :

De Heren : [redacted], Voorzitter

[redacted], Conseillers d'Etat
Raadsheren van State.

[redacted], Assesseurs de la section de législation
Bijzitters van de afdeling wetgeving.

[redacted], Greffier,
Griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van

[redacted]

[redacted]

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,